



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2012-DLP/BUPE- *283* du *4 Mai 2012*

**mettant en demeure la société BEHM, dont le siège social est situé à Thionville,
route des Terres Rouges, ZI de Metzange, de respecter
les dispositions des articles 2.3.1, 3.2.4 et 8.2.1 de l'arrêté préfectoral
n° 2008-DEDD/IC-155 du 30 juillet 2008 dans un délai imparti**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-155 du 30 juillet 2008 autorisant la société BEHM à poursuivre l'exploitation d'une installation de carrosserie industrielle ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 2 mai 2012;

Considérant que la visite réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 21 mars 2012 a mis en évidence que les prescriptions des articles 2.3.1, 3.2.4 et 8.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, à savoir notamment l'environnement, la santé et la sécurité publique, sont menacés par le non respect de ces articles ;

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, il y a lieu de mettre la Société BEHM en demeure de respecter les prescriptions de ces articles ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La Société BEHM, dont le siège social est situé à THIONVILLE, route des Terres Rouges, ZI de Metzange, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.3.1, 3.2.4 et 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-155 du 30 juillet 2008, dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article R.514-4 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continu à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Thionville, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Thionville où est implantée la société.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Olivier du CRAY